

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 22 juillet au 25 août 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance au 2^e trimestre	2
Graphique de la semaine.....	2
Fait marquant : le Comité de politique monétaire du 7 août	3
En bref	4
Actualités macroéconomiques	4
CONJONCTURE	4
FINANCES PUBLIQUES	5
MARCHÉ DU TRAVAIL	5
Actualités commerce et investissement	6
COMMERCE	6
SANCTIONS.....	7
Actualités financières	7
RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE	7
MARCHÉS FINANCIERS	8

Le chiffre de la semaine: la croissance au 2^e trimestre

Selon [les premières estimations de l'ONS](#), **le PIB en volume a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre de 2025**, par rapport au trimestre précédent. Cette

estimation se situe au-dessus du consensus et de la prévision de la Banque d'Angleterre (+0,1 %). Après un fort rebondissement au T1 (+0,7 %), la croissance du PIB ralentit. L'économie britannique se situe désormais 4,5 % au-dessus de son niveau pré-pandémie (T4 2019). Le PIB par habitant augmente de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. En variation mensuelle, le PIB augmente de 0,4 % en juin, après -0,1 % en mai. Enfin, l'acquis de croissance pour l'année 2025 s'établit à +1,1 %, sachant que la dernière prévision de la Banque d'Angleterre se situe à 1,25 %.

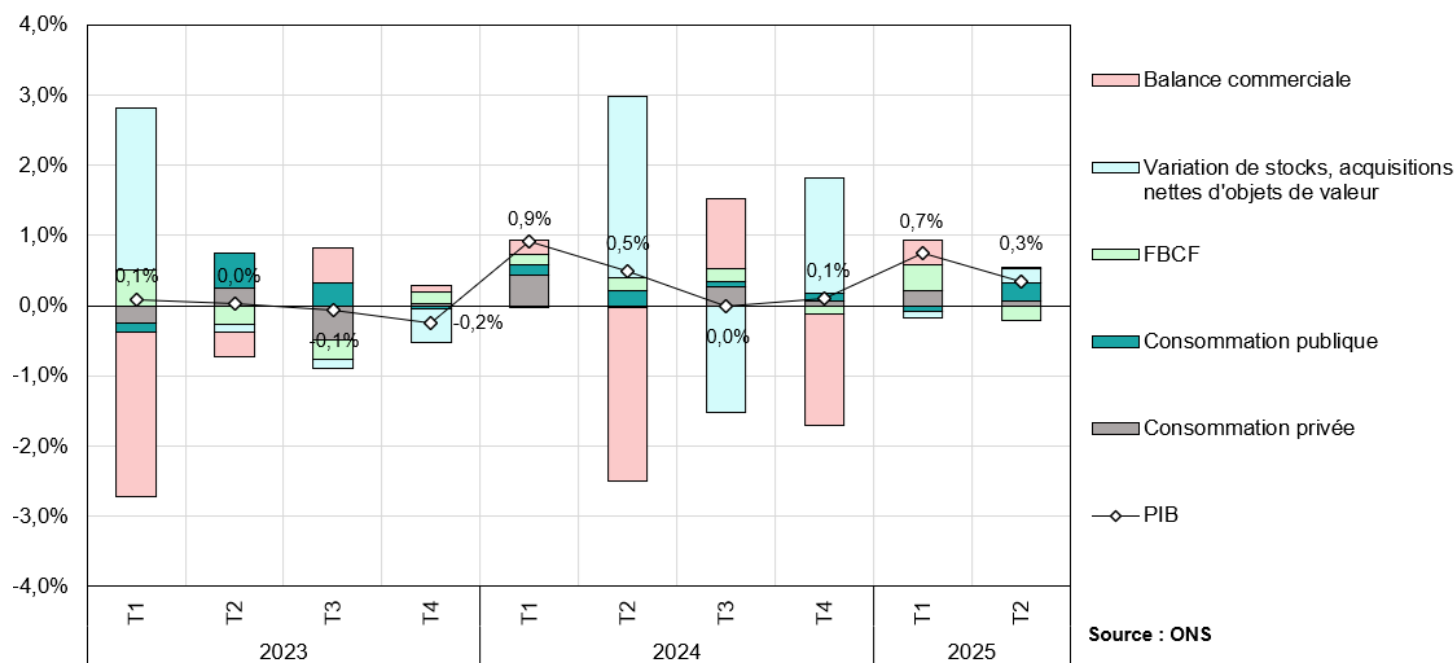
LE CHIFFRE À RETENIR

+0,3 %

Détails ci-dessous (Graphique de la semaine et Brèves « Conjoncture »).

Graphique de la semaine

Contributions à la croissance trimestrielle de l'économie britannique (%)



Fait marquant : le Comité de politique monétaire du 7 août

Le 7 août, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque d'Angleterre (BoE) a abaissé son taux directeur à 4,0 % (-0,25 pdb), à l'issue d'un vote historiquement serré. Cette décision reflète un équilibre délicat entre la lutte contre le rebond observé de l'inflation et le soutien à une économie en ralentissement. La BoE anticipe un retour de l'inflation à sa cible de 2 % au premier semestre de 2027.

L'activité britannique demeure fragile et montre des signes de sous-utilisation des capacités. La forte croissance du T1 2025 (+0,7 %) s'explique largement par des facteurs temporaires : anticipation d'exportations vers les États-Unis avant la mise en œuvre des droits de douane, accélération de l'activité avant les hausses d'impôts d'avril, etc. Les données du deuxième trimestre ont confirmé ce caractère erratique et temporaire (+0,3 % au T2). La faiblesse persistante de la croissance sous-jacente reflète un ralentissement structurel de l'économie, mis en évidence par une sous-utilisation des capacités productives. Par ailleurs, des risques continuent de peser sur la croissance, en particulier l'incertitude persistante autour des prix de l'énergie, les tensions commerciales internationales, ou encore les interrogations internes quant à la reprise de la consommation.

Il est attendu que l'inflation atteigne un pic de 4,0 % en septembre avant de redescendre à 3,6 % en fin d'année 2025. Cette révision à la hausse des prévisions fait suite à une inflation plus forte qu'anticipée en juin (+3,6 %) et en juillet (+3,8 %). Ce rebond s'explique par la disparition de l'effet baissier des prix de l'énergie ainsi que la forte dynamique des prix de l'alimentaire. En outre, bien que la BoE constate une légère modération de l'inflation des services, celle-ci demeure élevée (+5,0 % en juillet) et donc préoccupante, car reflétant la transmission retardée de la forte croissance des salaires et de la hausse des cotisations patronales sur les prix.

L'analyse du CPM est aussi confrontée à un contexte d'incertitude élevée, tant sur le plan national qu'international, avec des risques aussi bien haussiers que baissiers sur l'inflation. Sur le plan international, les risques concernent principalement les tensions géopolitiques persistantes, en particulier au Moyen-Orient (ayant provoqué une hausse temporaire des prix du pétrole), et l'incertitude entourant les politiques commerciales mondiales. Sur le plan national, le risque d'effets de second tour est susceptible de retarder le retour de l'inflation à sa cible, alors que les perspectives d'une faible croissance et d'un marché du travail en détente jouent, au contraire, en sens inverse sur la dynamique des prix.

Les membres du CPM ont décidé d'abaisser le taux directeur à 4,0 %, à l'issue d'un vote exceptionnel en deux étapes. Lors du premier vote, les neuf membres n'ont pas réussi à obtenir un consensus ; quatre membres ayant voté pour un maintien du taux, quatre autres pour une baisse de 0,25 pdb et un dernier pour une baisse de 0,5 pdb. Le second vote a donc porté sur les deux options majoritaires, et a conduit à une baisse du taux de 0,25 pdb, motivée par le ralentissement apparent de l'économie et le caractère temporaire du rebond d'inflation. Cette décision est intervenue après que la Fed ait maintenu sa fourchette cible à [4,25 % – 4,50 %] le 30 juillet, et la BCE son taux de dépôt à 2,0 % le 24 juillet.

En bref

- Sur le mois, la livre sterling s'apprécie légèrement par rapport à l'euro et atteint 1,1580 € (+0,5 %). À l'inverse, la livre se déprécie contre le dollar américain et atteint 1,3470 \$ (-0,4 %).
- Sur le mois, les rendements obligataires sont en forte hausse. Au 26 août, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,75 % (+17 pdb), quand le *gilt* à 30 ans atteint 5,61 % (+21 pdb).
- La Banque d'Angleterre publie une note de réflexion sur l'interopérabilité d'une [digital pound](#) (livre sterling numérique), examinant trois modèles possibles d'interopérabilité avec d'autres formes de paiement.
- La Banque d'Angleterre publie ses [règles finales](#) sur les infrastructures de marché financiers (FMIs) et les chambres de compensation (CCPs).
- La PRA (*Prudential Regulatory Authority*) entend accélérer les procédures d'autorisation pour les [Insurance Special Purpose Vehicles](#).
- Le Trésor britannique publie une note sur ses projets de réforme du régime des [Appointed Representatives](#), où des tiers réalisent des services financiers pour le compte d'autres entreprises.
- La FCA (*Financial Conduct Authority*) met en garde les firmes de [trading algorithmique](#) contre des insuffisances de compliance.
- Bien qu'il quitte son emplacement historique dans le quartier de Canary Wharf, [le siège de la banque HSBC](#) sera réparti entre ce quartier d'affaires et le quartier plus central de la City.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Selon l'approche du PIB par la demande, la [croissance](#) a été tirée par la consommation publique. Au T2 2025, la consommation publique représente la principale contribution à la croissance (+0,27 pt), ce qui traduit un rôle moteur des dépenses publiques dans un contexte où la consommation privée reste relativement atone. En effet, la consommation privée n'a que marginalement contribué à l'activité (+0,06 pt), témoignant de la prudence des agents privés dans un contexte d'incertitude. La variation des stocks (+0,20 pt) a également soutenu l'activité, ce qui peut refléter ce ralentissement de la consommation qui conduit à une accumulation. En outre, le commerce extérieur a apporté une contribution presque nulle (+0,02 pt), suggérant un équilibre des exportations par rapport aux importations. Enfin, l'investissement a freiné la croissance (-0,21 pt), signalant un climat d'incertitude pesant sur les décisions des entreprises et traduisant un manque de confiance dans les perspectives économiques à moyen terme.

Les dernières [données](#) de l'ONS indiquent que l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est établie à +3,8 % (g.a.) en juillet 2025 (après +3,6 % en juin). Le chiffre est supérieur aux attentes de marché (+3,7 %) et l'inflation retrouve le niveau de janvier 2024. Cette hausse sur le mois s'explique par un effet de base positif (+0,18 %) et un effet courant positif (+0,06 %), ainsi l'inflation est principalement tirée par la baisse de l'IPC un an auparavant. La décomposition de l'IPC permet de constater que la hausse annuelle des prix de la composante sous-jacente a accéléré par rapport à juin (+3,8 %, après +3,7 %), comme celle des prix de l'alimentaire, de l'alcool et du tabac (+5,1 %, après +5,0 %). Les prix de l'énergie retrouvent une croissance annuelle

positive (+1,4 %, après -0,7 %). Par ailleurs, en observant l'IPC sous l'angle des biens et des services, l'inflation des services a augmenté à +5,0 % (après +4,7 %) comme l'inflation des biens (à +2,7 %, après +2,4 %). Scrutée par le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (cf. « Fait marquant »), l'inflation des services permet d'évaluer les pressions intérieures sur les prix, d'autant que les données du marché du travail sur les pressions salariales sont aujourd'hui imprécises.

Finances publiques

En juillet, l'emprunt public mensuel s'établit en-deçà de la prévision de l'Office for Budget Responsibility (OBR). L'emprunt public mensuel s'établit en dessous des prévisions budgétaires de mars de l'Office for Budget Responsibility, selon le Bureau des statistiques nationales. Le gouvernement a collecté 108,8 Md£ de recettes mais a dépensé 109,9 Md£. De ce fait, le solde mensuel des administrations publiques britanniques a été en déficit de 1,1 Md£, soit 1,0 Md£ de moins que la prévision de l'OBR pour ce mois-ci. L'emprunt public (i.e., le déficit public) depuis le début de l'exercice budgétaire 2025-26 (depuis avril 2025) atteint 60,1 Md£, soit 6,4 Md£ de plus qu'à la même date l'an dernier, mais 0,2 Md£ de moins que la trajectoire prévue par l'OBR en mars. Enfin, la dette publique britannique (au sens de Maastricht) s'élevait à 100,6 % du PIB. La nouvelle mesure d'endettement considérée dans les règles budgétaires – le passif financier net (PSNFL) – atteint 83,9 % du PIB.

La chancelière Rachel Reeves explore de nombreuses pistes pour rééquilibrer les finances publiques à l'automne. Alors que le *budget* d'automne devrait se tenir en novembre, la marge budgétaire dont dispose le gouvernement se serait de nouveau réduite en raison de la dégradation de la conjoncture et des prévisions économiques. En effet, selon les diverses estimations, le Trésor pourrait avoir besoin de lever des recettes supplémentaires ou d'économiser sur les dépenses à hauteur de 20 à 40 Md£ afin de garantir le respect des règles budgétaires. Or, le gouvernement travailliste s'était interdit de toucher aux principaux impôts (impôt sur le revenu, cotisations salariales, TVA, impôt sur les sociétés) et doit donc résoudre l'équation budgétaire avec une combinaison de différents leviers. En l'occurrence, il apparaît que Rachel Reeves s'intéresserait, par exemple, à l'imposition sur les plus-values, les droits de succession, l'imposition sur le foncier, ou encore l'extension du gel des seuils d'imposition de l'impôt sur le revenu.

Marché du travail

L'ONS estime le taux de chômage à 4,7 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) au deuxième trimestre de 2025. L'économie britannique compte 1,67 millions de chômeurs, soit 59 000 de plus qu'au trimestre précédent, quand le taux de chômage s'élevait à 4,4 %. Il s'agit du plus haut niveau de chômage en 4 ans. Le marché du travail compte 238 000 employés supplémentaires en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 34,2 millions d'individus. Chez les 16-64 ans, le taux d'emploi atteint 75,3 % (après 75,0 %), l'objectif du gouvernement étant d'atteindre 80,0 %. Dans le même temps, le taux d'inactivité s'établit à 21,0 % (16-64 ans) – après 21,4 % au trimestre précédent – et se rapproche ainsi de son niveau pré-pandémie. Le Premier ministre Keir Starmer interprète la hausse du taux de chômage comme le signe que les inactifs reviennent sur le marché du travail, ce qui est néanmoins discuté. Le nombre d'emplois vacants aurait baissé à 725 000 (après 783 000). Ainsi, le taux d'emplois vacants par chômeur – témoignant de potentielles pressions à la hausse des salaires – a chuté à 0,43 pour retrouver son niveau pré-pandémie. Par ailleurs, la croissance annuelle des salaires nominaux ralentit mais demeure élevée, à +5,0 % sans considérer les bonus (après 5,5 % au trimestre précédent). Toutefois, les statistiques

du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres et d'un faible taux de réponse au Labour Force Survey de l'ONS.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni et l'Inde signent un [accord de libre-échange](#) lors de la visite du Premier ministre indien Narendra Modi au Royaume-Uni le 23 juillet. Pour mémoire (voir Brèves N°18 du 7 mai), l'accord prévoit une diminution progressive des droits de douane de l'Inde, notamment dans les secteurs des boissons alcoolisées et de l'automobile. Les autorités britanniques se félicitent de cet accord qu'elles définissent comme étant une « victoire pour les Britanniques » et estiment qu'il apportera des bénéfices importants dans tout le Royaume-Uni en investissements, exportations et emplois, notamment en Irlande du Nord (+50 M£ d'activité) et au Pays de Galles (+80 M£) ; les exportations pourraient augmenter de 60 % d'ici 2040. Les [représentants industriels britanniques](#), des secteurs de l'aéronautique, des services financiers, de l'agroalimentaire et de l'automobile, accueillent la signature de l'accord très favorablement. L'accord devra être soumis au Parlement britannique avant de pouvoir être ratifié. Les deux gouvernements ont également signé une « [Vision 2035](#) » sur leur relation bilatérale.

Le Secrétaire d'État au Commerce britannique Jonathan Reynolds [se rendra en Chine](#) la deuxième semaine de septembre afin de rouvrir les discussions commerciales avec les autorités chinoises. Il s'agira de relancer la *Joint Economic and Trade Commission (JETCO)* entre le Royaume-Uni et la Chine qui s'est réunie pour la dernière fois en 2019. Cette visite permettra aux deux parties de relancer les discussions sur les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, notamment dans le secteur agricole. Cette visite devrait donner lieu à la signature de 10 *Memorandums of Understanding* couvrant le commerce numérique, les mesures de défense commerciale et le multilatéralisme. Le Royaume-Uni sera également « l'invité d'honneur » au Salon international chinois pour l'investissement et le commerce qui se tiendra du 8 au 11 septembre à Xiamen, auquel la Ministre pour l'Investissement Poppy Gustafsson pourrait se rendre aux côtés d'entreprises britanniques afin de [mettre en avant](#) des projets d'investissements en Chine et au Royaume-Uni auprès des entreprises chinoises. Le Premier Ministre Keir Starmer prévoit également de se rendre en Chine début 2026 afin de concrétiser des engagements bilatéraux en matière d'investissements.

Le gouvernement britannique décide de [suspendre](#) la mise en place de nouveaux points de contrôle sur les importations de bétail en provenance de l'UE ainsi que pour certains produits animaux et végétaux spécifiques venant d'Irlande. Cette mesure vise à soutenir les entreprises britanniques et à faciliter les échanges commerciaux avec l'UE, en préparation des négociations d'un futur accord sanitaire et phytosanitaire (SPS) entre les parties. En juin, le *Department for Environment, Food and Rural Affairs* avait déjà annoncé la [suppression](#) des contrôles sur les importations de fruits et légumes européens présentant un risque modéré. Cette décision, qui sera régulièrement réévaluée, faisait suite au sommet du 19 mai entre l'UE et le Royaume-Uni au cours duquel les deux partenaires ont exprimé leur volonté commune d'avancer vers un accord SPS.

Douze entreprises britanniques, basées en Angleterre et Irlande du Nord, pourront désormais [exporter leur production porcine](#) vers le marché mexicain, suite à un nouvel accord conclu entre le Royaume-Uni et le Mexique. Les retombées économiques sont estimées à 19 M£ sur les cinq premières années, grâce à la hausse de la demande du marché de porc mexicain (+5,4 % de consommation par an entre 2019 et 2024). Par ailleurs, les normes sanitaires du Royaume-Uni confèreraient à sa viande porcine une image de produit haut de gamme et compétitif sur le marché mexicain. Le *Department for Environment, Food and Rural Affairs* se félicite de cet accord qui aboutit après huit ans de négociation avec les autorités mexicaines et qui facilite aux exportateurs britanniques l'accès à un marché émergent. À terme, les droits de douanes de 20 % actuellement imposés sur les exportations de porc britannique devraient être supprimés une fois que le Mexique aura ratifié son adhésion au Partenariat commercial transpacifique (CPTPP).

Les producteurs laitiers britanniques bénéficieront de [nouvelles opportunités d'exportation](#) d'une valeur de 250 M£ sur cinq ans, suite à la décision de l'Égypte de ne plus imposer une certification halal pour toutes les importations de produits laitiers. La suppression de cette barrière commerciale, qui aurait dû entrer en vigueur en janvier, permettra d'éviter un obstacle coûteux à l'accès aux marchés égyptiens pour les entreprises britanniques, de réduire les formalités administratives et d'économiser plus de 1 000 £ en frais de certification par expédition.

L'Agence de crédit d'exportation UK Export Finance (UKEF) apportera sa [garantie](#) à un prêt de 5,29 M£ afin de soutenir la participation de l'entreprise britannique Rainbo dans un projet de construction en Ouganda, comprenant une usine de production d'asphalte et une carrière de granit. Cette garantie permettra à la société ougandaise de conseil IBBI d'acquérir auprès de Rainbo des équipements industriels (centrale d'enrobage, concasseurs de granit) et les services logistiques associés fournis par la société du groupe Rainbo, Neba Freight Ltd. Ce nouveau contrat a permis à Rainbo de créer quatre nouveaux emplois dans sa filiale à Crawley et d'apporter des opportunités sur la chaîne de valeur de Rainbo au Royaume-Uni. Ce projet en Ouganda vise à poser les bases du développement de nouvelles infrastructures dans le pays.

Sanctions

Les autorités britanniques ont annoncé un [nouveau paquet de sanctions](#) contre la Russie visant les réseaux financiers et de crypto-monnaie kirghizes. Ce paquet visant 8 désignations a pour objectif de lutter contre le contournement des sanctions, en s'alignant sur les mesures prises par les États-Unis.

Les autorités britanniques modifient [à plusieurs reprises](#) la liste des entités sous sanctions financières. Plus particulièrement, le régime de sanctions visant la République démocratique du Congo, la Global Irregular Migration regime et le régime de sanction Cyber sont amendés (visant l'Iran, l'Iraq et la Russie notamment).

Actualités financières

Réglementation financière

L'affaire des crédits automobiles (*motor finance* ou *car finance*) trouve une issue relativement favorable aux institutions financières. Saisie sur plusieurs cas où des prêts à l'achat automobile s'accompagnaient de commissions versées par les banques proposant les prêts aux concessionnaires automobiles mettant en avant ces prêts au consommateur sans que le consommateur ait été informé de ces commissions (voir

Brèves N°14 des 1^{er}-7 avril), la [Cour suprême](#) a restreint les cas où ne pas divulguer clairement le montant des commissions lors de la souscription du prêt serait illégal, fermant la porte à des dédommagements financiers à très grande échelle des consommateurs. Après cette décision de la Cour suprême du 1^{er} août, la FCA (*Financial Conduct Authority*) a lancé le 4 août une [consultation](#) sur un mécanisme de dédommagement à l'échelle de l'industrie automobile, dont le coût total est évalué [entre 9 et 18 Md£](#), soit moins que ce que les institutions financières craignaient initialement. Les bénéficiaires recevraient moins de [950 £](#) par accord en compensation.

Le Royaume-Uni avance dans la préparation de la mise en œuvre de l'Accord de Berne sur les services financiers avec la Suisse. L'Accord de Berne signé en décembre 2023, qui prévoit la reconnaissance mutuelle et dynamique des réglementations financières entre le Royaume-Uni et la Suisse, doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2026. Depuis le 23 juillet, les firmes d'investissement suisses et les assureurs britanniques souhaitant bénéficier de l'accord pour accéder au marché du pays partenaire peuvent se manifester [auprès de la FCA](#). Les régulateurs britanniques devraient signer un *Memorandum of Understanding* avec leur homologue suisse (FINMA) en septembre, et publier les règles opérationnelles de mise en œuvre de l'accord en novembre. En outre, deux projets de loi ont été déposés par le gouvernement britannique pour assurer la mise en œuvre de l'accord de [reconnaissance mutuelle](#) par la FCA et la Banque d'Angleterre, et sur l'[équivalence](#) des règles applicables aux chambres de compensation et à la maîtrise des risques sur les dérivés *over the counter*.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre rappelle l'importance de la stabilité financière, face à l'approche du gouvernement en faveur de la compétitivité des services financiers. Lors d'une [audition à la Chambre des communes](#) le 22 juillet, Andrew Bailey a souligné qu'il n'aurait pas adopté les mots employés par la chancelière de l'Échiquier lors de son discours de Mansion House du 15 juillet (voir Brèves N°28 des 15-21 juillet) sur une régulation « étouffant » les entreprises. Tout en reconnaissant que des réformes réglementaires étaient nécessaires, et qu'il ne voyait pas nécessairement de contradiction entre la stratégie du gouvernement et la position de la Banque d'Angleterre, il a souligné qu'il ne ferait pas de compromis sur la stabilité financière.

Le *Financial Ombudsman Service* aura un président par intérim à compter du 10 octobre. Faute d'un appel à candidature infructueux pour remplacer Zahida Manzoor, le [Financial Ombudsman Service \(FOS\)](#) aura un chair par intérim avec Liam Coleman, ancien PDG de *The Co-operative Bank*. Le FOS traverse actuellement une [période de difficultés](#), alors qu'il est également sans directeur général, qu'il a été très critiqué pour son action dans le cadre de l'affaire des crédits automobiles (voir ci-dessus), et que le gouvernement prévoit de transformer largement le rôle du FOS (qui n'agirait plus en tant que « quasi-régulateur » mais se limiterait à résoudre à traiter les plaintes contre les institutions financières, sous l'autorité étroite de la FCA).

La FCA s'apprête à réautoriser la vente de *crypto ETNs* aux particuliers. Depuis janvier 2021, la vente, la promotion et la distribution d'ETN (titres de créances négociés en bourse) fondés sur des cryptoactifs étaient interdites au Royaume-Uni. Cette interdiction devrait être levée [par la FCA](#) à compter du 8 octobre 2025 : les crypto ETNs s'adressant aux particuliers devront s'échanger sur une plateforme approuvée par la FCA et située au Royaume-Uni. [Financial News](#) rapporte que la FCA recruterait actuellement davantage d'effectifs pour la lutte de la criminalité liée aux cryptoactifs.

Marchés financiers

Revolut cherche à s'établir comme une banque pleinement autorisée au Royaume-Uni mais rencontrerait des difficultés avec les autorités prudentielles. Après avoir obtenu

une licence bancaire en 2024, Revolut est actuellement en [phase de « mobilisation »](#) (où des restrictions temporaires s'appliquent avant que Revolut puisse opérer pleinement comme une banque) : cette phase est encore en cours bien qu'elle aurait pu s'achever en juillet. Le [Financial Times](#) rapporte qu'une réunion tripartite entre Revolut, le Trésor britannique et la PRA (*Prudential Regulation Authority*) aurait dû se tenir mais aurait été annulée à la demande du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, qui jugerait l'intervention du gouvernement inopportune. Ces développements interviennent alors que Revolut s'interroge sur le pays où la banque s'introduirait en bourse.

Le secteur de la gestion d'actifs au Royaume-Uni atteindrait un niveau record en 2024. D'après l'[Investment Association](#), le secteur aurait 10,0 trillions de £ d'actifs sous gestion, soit une augmentation de 10 % en 2024 (et battant le record de 2022). 51 % des actifs gérés au Royaume-Uni le sont pour le compte de clients étrangers. Les fonds sous gestion atteignent quant à eux 1,5 trillion de £, et 69 % d'entre eux sont domiciliés à l'étranger.

Le nombre de personnes travaillant dans le *private equity* à Londres ayant reçu du *carried interest* a diminué en 2023-24, pour la première fois en 7 ans. Les services fiscaux ([HMRC](#)) ont publié les données concernant la *Capital Gains Tax* (CGT) en 2023-2024, dont l'estimation du nombre de personnes assujetties à la CGT au titre du *carried interest* (intéressement), qui est une modalité de rémunération liée à la performance pour les gérants de fonds de *private equity*. 2 770 personnes ont déclaré avoir touché du *carried interest* en 2023-24 pour un total de 3,3 Md£, contre 2 860 personnes en 2022-23 pour un total de 3,7 Md£. La [presse](#) associe cette baisse aux projets des gouvernements conservateur puis travailliste de revoir la fiscalité applicable au *carried interest*.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr